



# Démocratie(s) et territoire(s), quels enjeux?

## AU SOMMAIRE

### ► République, territoires et démocratie

Jean-Pierre Dubois 34

### ► Mettre l'espace français en mouvement

Jacques Lévy 37

### ► De l'exercice de la démocratie locale

Dominique Guibert 40

### ► Faire société avec une jeunesse postouvrière et postcoloniale

Joëlle Bordet 43

### ► Les villes face aux populismes autoritaires et xénophobes

André Déchot 46

### ► Immigrés, Français ou étrangers, citoyens de nos villes

Bernard Delemotte 49

### ► « Le programme, on va le faire avec vous »

J.-F. Mignard 52

La Ligue des droits de l'Homme, tout au long de sa longue histoire, n'a eu de cesse de s'interroger sur la citoyenneté et les conditions de son exercice, au-delà des principes annoncés et des affirmations abstraites. A cet égard, la démocratie, ses formes de mise en œuvre et ses rapports au(x) territoire(s) constituent aujourd'hui une problématique cruciale, dans un contexte de brouillage des appartenances collectives, des références identitaires et de crise des formes de délégation et de représentation. C'est cette question de la nécessaire évolution des formes de la démocratie quant à l'évolution des territoires, et des habitants qui les constituent, que souhaite modestement éclairer ce dossier d'*Hommes & Libertés*. Il prend acte, à ce propos, qu'elle se pose de façon singulièrement sensible dans un espace urbain qui tend à devenir commun à tous, à l'échelle de la planète.

Qu'ils soient retours d'expériences innovantes, fruits de réflexions élaborées après d'authentiques travaux de recherche sur le terrain, contributions personnelles ou plus collectives, les articles qui suivent témoignent tous de la nécessité et de la volonté de refonder conditions et pratiques de la démocratie, mettant en évidence la frilosité politique à s'emparer concrètement de ces questions.

Enfin, cette contribution prend place dans une réflexion de l'association jalonnée de nombreux travaux, notamment ceux de son congrès de 2007 consacré à la thématique « Institutions et démocratie », et qui votait une résolution<sup>(1)</sup> sur cet objet se concluant ainsi : « *La démocratie est d'abord forte de l'engagement des citoyennes et des citoyens, de leur volonté de se faire entendre et de participer à l'élaboration du vivre ensemble. Il est urgent de réduire la distance qui sépare aujourd'hui le système politique de la société civile, de faire évoluer la démocratie instituée pour lui redonner un enracinement vivant dans les pratiques civiques et sociales. C'est à ce prix seulement qu'elle retrouvera une effectivité porteuse d'avenir partagé.* »

Plus haut, dans le texte d'orientation, trouvait-on cette analyse : « *Le décalage entre le principe de représentation démocratique et la réalité du pouvoir engendre démobilitation citoyenne, désaffection électorale, déficit de confiance à l'égard des partis et du personnel politique ; il encourage dans le débat public les campagnes démagogiques, centrées sur la haine de l'autre comme panacée. Nous avons, au contraire, face à la complexité des problèmes, besoin d'aider chacun à l'enrichissement de ses argumentations, de développer le débat comme condition de la responsabilité et de nouveaux compromis sociaux.* »

A l'approche d'une année électorale qui verra nos concitoyennes et concitoyens se rendre aux urnes pour des scrutins municipaux et européens, dans le contexte social, économique et politique que l'on sait, on conviendra que l'enjeu de la réflexion est de taille.

(1) <http://www.ldh-france.org/Congres-2007-Resolution.html>